

Crise bancaire américaine

Mouvement des retraites

Lydie Salvayre

La faillite du capital-risque

Mobilisation exceptionnelle

À l'Huma-café du 14 avril

P.2

P.5

P.6



Édito : Un Parti rassemblé et à l'offensive !



Les 17, 18 et 19 mars derniers s'est déroulé le congrès départemental de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF. Un temps éminemment important tandis qu'une mobilisation sociale sans précédent se déploie dans le pays contre cette mortifère réforme des retraites. Les communistes y prennent toute leur place, que ce soit sur les piquets de grève de Saint-Nazaire, Donges, Clisson, Nantes ou Couëron, lors des manifestations et rassemblements publics ! Avec notre originalité, nos propositions, nous devons plus que jamais accélérer et être aux côtés de ceux qui luttent, offrir des débouchés politiques et faire la démonstration que le chemin d'une réforme heureuse existe, que la victoire est à portée de

main. D'autant que s'ajoute désormais à l'injustice de cette réforme le déni de démocratie le plus total avec l'usage du 49.3.

De démocratie d'ailleurs, il en a été question durant notre congrès. Trois jours de débats, d'échanges et de travail studieux pour construire ensemble nos orientations sur les contenus, amender nos textes, analyser l'actualité politique et renouveler nos directions.

Ces échanges de bonne tenue auront à nouveau souligné l'incroyable énergie et force militante de notre organisation et aura contribué à dessiner les lignes du travail à mener pour ces prochaines années.

Qu'il s'agisse par exemple des enjeux du renforcement, de la bataille féministe, de la formation, de nos finances ou

encore des conquêtes dans la rue comme dans les urnes à construire pour aujourd'hui comme pour demain. Avec une direction paritaire et renouvelée pour moitié, nous pouvons être fiers du travail mené même si beaucoup reste à faire.

Dimanche, les délégués au congrès m'ont confié, à l'unanimité, la fonction de Secrétaire départemental. Soyez ici convaincus de ma conscience aigüe que j'ai de la tâche qui m'attend, pour servir notre belle Fédération et animer notre formidable collectif humain dirigé précédemment par mes amis Véronique Mahé et Aymeric Seassau. Qu'ils soient ici remerciés, au nom de tous les communistes, pour leur engagement sans failles.

Robin SALECROIX



Pédocriminalité en ligne

Une série d'articles édifiants parus dans Le Monde

La journaliste Lorraine de Foucher a publié dans le journal *Le Monde* les 10, 11 et 12 mars les résultats d'une plongée cauchemardesque dans l'univers de la pédocriminalité en ligne. Elle a rencontré des enfants aux Philippines, violés en direct sur internet pour quelques centaines de dollars par leur propre famille. Ces récits glaçants sont déconseillés aux plus sensibles, mais ils mettent en lumière ce à quoi sont exposés ces enfants issus de familles pauvres. Ce fléau mondial de grande ampleur semble impossible à juguler, malgré le peu de précautions prises par les auteurs

et la collaboration entre les polices philippine et française. « Le flux est si important et le nombre de policiers en charge si faible qu'on se retrouve à faire des choix cornéliens. » Ainsi le NCMEC, une organisation non lucrative fondée en 1984 par le Congrès des États-Unis, a émis 85 000 signalements concernant des résidents français. Pourtant, des études tendent à dire que tout comme pour « la radicalisation djihadiste, l'impact des vidéos de décapitation sur le passage à l'acte terroriste a été démontré ». **L'ensemble des articles est à retrouver en ligne sur www.lemonde.fr.**

Turquie

Doubles élections en mai

ORTAK POLİTİKALAR MUTABAKAT METNİ



Alors que les plaies du terrible tremblement de terre qui a frappé la Turquie ne sont pas refermées, avec plus de 50 000 morts, le pays se prépare aux élections conjointes présidentielles-législatives qui auront lieu le 14 mai 2023, élections qui détermineront l'avenir de la Turquie. Une alliance, appelée la « Table des six » a décidé de présenter un candidat unique, Kemal Kılıçdaroğlu, avec la volonté de reprendre le pouvoir à Recep Tayyip Erdoğan, le Président sortant. Les six partis concernés par cette coalition – le CHP, parti dont est issu Kılıçdaroğlu, le Bon Parti (national-conservateur), le Parti démocrate (centre droit), le Parti de l'avenir ainsi que celui de la démocratie et du progrès (libéraux-conservateurs), et même un petit parti islamiste, Saadet – se verraient confier, en cas de victoire, à chacun de leur chef les ministères importants, les maires d'Istanbul et d'Ankara nommés vice-présidents. L'Alliance du Travail et de la Liberté (HDP), gauche, prokurde, ne se présenterait pas mais soutiendrait la « Table des six ».

L'actuel Président de la République, Recep Tayyip Erdoğan, fondateur du Parti de la justice et du développement (AKP), conservateur, avait fait modifier la constitution à son avantage en 2017 et créé un régime présidentiel autoritaire. Afin de conserver le pouvoir, celui-ci s'allie avec la mafia et essaie de garder le soutien des partis islamistes, notamment le plus important d'entre eux en formant une coalition avec le parti Hüdapar, dont le bras armé, le Hezbollah, lié à Daech, est responsable de la disparition de plus de 22 000 personnes. Parmi les victimes, des personnalités telles le chef de la police Gaffar Okkan, ou encore le président du barreau de Diyarbakır Tahir Elçi, tous deux grands défenseurs de la cause kurde.

Les élections du 14 mai revêtent donc une grande importance, puisqu'elles pourraient apporter à la Turquie une transition vers la démocratie.

Crise bancaire américaine

La faillite du capital-risque

Depuis plusieurs semaines, les banques régionales américaines traversent une crise dont certaines ne sortiront pas indemnes. C'est le cas de la Silicon Valley Bank, qui en l'espace de quelques jours, aura d'abord vu la valeur de son action fondre avant la prise de contrôle des autorités américaines et sa fermeture le 10 mars.

Par effet ricochet, d'autres banques régionales ont été impactées avec des pertes de capitalisation boursière importantes, de - 31,60 % à - 82,47 %. Ainsi, la Signature Bank a également été fermée, avec la même procédure que pour la SVB.

À l'ouverture de la bourse la semaine qui a suivi, les principales banques européennes ont connu, elles-aussi, une dégradation de leur indice. Certes, moins significatives que le secteur bancaire américain mais de manière notable tout de même. BNP Paribas a vu la valeur de son action perdre plus de 6 %, Santander près de 7,5 %, ING 8,3 % et la Commerzbank 12 %. Sûrement en raison d'investissement par capital-risque. Ces procédés de financement de nouvelles start-up sont synonymes d'énormes plus-values en cas de réussite de l'entreprise ou de la perte

totale des fonds d'investissement en cas de faillite. Ces financements à haut risque étaient la spécialité de la Silicon Valley Bank, identifiée comme le partenaire de la moitié des start-up financées par capital-risque. La banque californienne est également spécialisée dans le secteur de la tech - ou nouvelles technologies -, secteur qui, à l'image d'entreprises comme Google ou Facebook, traverse aussi une crise en parallèle de l'instabilité du marché des crypto-monnaies.

Pour stabiliser la situation bancaire sur son territoire, le gouvernement américain a déjà fait appel à la Réserve fédérale afin de prêter l'argent nécessaire aux banques pour faire face aux demandes de retraits. Une crise bancaire dont on estime que la hausse des taux d'intérêt par les banques centrales n'est pas sans rapport. **Une nouvelle fois, l'État réapprovisionne les banques alors que les principaux groupes bancaires internationaux affichent de nouveaux bénéfices record en ce début d'année...**

L'Europe sociale

Les mobilisations en hausse

Royaume-Uni, Portugal, Allemagne, Espagne, Grèce, Pays-Bas, Bulgarie... En Europe, les salariés, les familles populaires se sont mobilisés et se mobilisent pour de meilleurs salaires, contre la flambée de prix de l'énergie et de l'alimentation et contre les attaques visant leurs droits.

Dans les pays baltes, il a été observé également de nombreux conflits sociaux, où l'inflation a dépassé les 20 % : en Lettonie, les gens qui ont le salaire minimum ont perdu 20 % de pouvoir d'achat. Pour Philippe Pochet, directeur général de l'Institut syndical européen : « On voit qu'il y a un mouvement social qui se développe partout en Europe, un peu moins dans les pays scandinaves. Moi qui suis les mouvements sociaux liés aux questions européennes depuis 30 ans, c'est quelque chose qui est du jamais vu »

Les travailleurs et les travailleuses se lèvent dans différents pays européens pour revendiquer leur dû. À

titre d'exemples, les infirmières et les ambulanciers ont massivement débrayé les 6 et 7 février derniers au Royaume-Uni ainsi que les cheminots et les travailleurs du ciel.

Au Portugal, la collecte des déchets, le fonctionnement des écoles, les services des finances, les transports ou encore les hôpitaux ont été très perturbés en raison de grèves pour réclamer la hausse immédiate des salaires, la taxation des profits extraordinaires ou encore un coup de frein sur les prix des biens essentiels.

En Allemagne, les syndicats réclament une hausse des salaires de 10,5 % et 500 euros minimum pour les 2,5 millions d'agents des services publics fédéraux et municipaux. Fin février, les aéroports ont été paralysés, la grogne est maximale dans les services de nettoyage, dans les transports en passant par les crèches et les hôpitaux.



Comité national d'éthique sportive

Le sport émancipé accessible pour tous ?



La création du Comité national d'éthique sportive annoncée le 2 mars par la ministre des sports Amélie Oudéa-Castéra est maintenant effective. Cela fait suite aux turbulences et aux « affaires » peu recommandables dans le monde du football avec la démission de Noël Le Graët. Ce comité, composé de douze membres, est co-présidé par Marie-Georges Buffet, ex-ministre des sports entre 1997 et 2002 dans le gouvernement de la Gauche plurielle et par Stéphane Diagana, champion du monde d'athlétisme en 1997.

L'ancienne ministre communiste avait porté avec volonté une loi anti-dopage significative en 1999 qui avait fait date dans les milieux du sport (en particulier le cyclisme avec l'affaire Festina). Ce qui la met en position d'insuffler un cours nouveau.

Le duo sera accompagné de la navigatrice Isabelle Autissier, de l'arbitre de football Stéphanie Frappart ou encore de l'ancienne handballeuse Béatrice Barbusse... Dès l'automne prochain, le comité devra faire des propositions concrètes autour de trois axes : une gouvernance du sport plus éthique, plus démocratique et plus protectrice des pratiquants et pratiquantes.

Cependant, si ces trois domaines sont d'importance, il est nécessaire d'envisager une réflexion autour d'un véritable choix de société pour le sport et la mise en construction de propositions concrètes qui en découlent. En effet, **les activités physiques et sportives (APS) sont essentielles dans la société**, elles participent à la nécessaire formation et construction de l'être humain dans le sens de l'émancipation. **Les sortir des logiques du marché et du pourrissement par les dérives financières sont aussi des urgences.** L'égalité d'accès à toutes les APS passe d'abord par la gratuité et l'enseignement obligatoire de l'éducation physique et sportive de la maternelle à l'université. Il y faut des moyens pour l'enseignement public.

Émanciper le sport de haut niveau de la financiarisation et du tout-fric de haute volée pourrait être une autre dimension de ce comité.



Les Républicains (LR)

Entre francs soutiens et fondeurs



Si la réforme des retraites a mis le bazar dans les rues, elle n'en a pas moins épargné le parti de droite. Défendu bec et ongles par Bruno Retailleau (chef de file des sénateurs Les Républicains), le recul à 64 ans a été voté au Sénat sans aucun problème.

En effet, Bruno Retailleau a donné de sa personne pour défendre le projet, en enchaînant les plateaux de télé et de radio. Plus discrets, mais pas moins actifs, Éric Ciotti et Olivier Marleix, respectivement président du parti LR et président du groupe à l'Assemblée nationale, ont travaillé pour tenir leurs troupes. **Les deux députés sont confrontés à leurs propres contradictions, soigner les apparences en restant dans l'opposition au gouvernement ou soutenir une réforme des retraites qu'ils appellent de leurs vœux depuis longtemps.**

À l'autre bout des bancs LR, Aurélien Pradié et 18 députés du groupe ont choisi de soutenir la motion de censure déposée par le groupe Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires (LIOT). **Si le groupe de droite divorce, ça sera une difficulté de plus pour le gouvernement pour faire passer les futurs projets de loi** mais également toujours moins de pouvoir pour un parti qui peine déjà à trouver une place entre la macronie et l'extrême droite.

Pour le moment pas d'exclusions, ni dans le groupe à l'Assemblée, ni dans le parti, mais l'ensemble des poids lourds chez Les Républicains ont rappelé ces derniers à l'ordre. Il faut dire que leur nouveau patron, Éric Ciotti, s'est engagé auprès du Président de la République. Tapi dans l'ombre, **Xavier Bertrand** n'a pas livré la totalité de sa pensée. **Tout juste a-t-il fait savoir son désaccord avec le texte de la réforme des retraites et lancé un appel à l'unité de son camp.** Après sa défaite à la présidence des LR, le président de la région des Hauts-de-France attend probablement son heure pour une revanche.

Projet de loi asile et immigration

22 textes en 30 ans sur la politique migratoire française



Présenté en conseil des ministres début février, ce nouveau projet de loi va bientôt être examiné par nos parlementaires. En pleine déconfiture démocratique avec la réforme des retraites, quoi de mieux pour un gouvernement qu'un peu de populisme à l'ancienne pour se faire une santé ! Avec un texte tous les 1 an et 4 mois en moyenne, le gouvernement Borne n'est pas le premier à utiliser cette ficelle.

Le projet de loi présenté est, sans surprise, dans la même philosophie que ses prédécesseurs : l'immigration est présentée comme une gêne dans la vie quotidienne, même si c'est généralement là où il n'y en a pas qu'on la juge gênante. Une nuance est tout de même à noter avec la création d'une carte de séjour d'un an pour les « métiers en tension » et même une carte de séjour pluriannuelle « talent - professions médicales et de la pharmacie ». **Avoir les bons diplômes ou travailler dans les métiers pénibles avec des conditions de travail dégradées et de bas salaires, voici ce qui serait attendu des personnes migrantes se trouvant sur le sol français.**

Aujourd'hui, la décision de protéger une personne exilée en lui donnant l'asile ou de rejeter sa demande est prise par la Cour nationale du droit d'asile, une formation collégiale de trois juges qui examine le dossier. **Demain, avec le projet de loi, un seul juge prendra la décision.**

Pour Amnesty International, « **trois juges ne sont pas de trop lorsqu'il s'agit de traiter de dossiers si sensibles** » et « avant un nouveau projet de loi, c'est tout d'abord un respect des droits déjà prévus par le droit national, européen et international qui est nécessaire ».

Présenté par le gouvernement comme équilibré, le texte vise à freiner les migrations des personnes exilées, jugées indésirables sauf si le capital en a besoin. **Les mesures sécuritaires et répressives, renforcées continuellement année après année, loi après loi, n'ont pourtant jamais prouvé leur efficacité.** Le gouvernement fait le choix d'attiser les peurs et les tensions, sans doute pour mieux faire oublier ses propres défaillances.

CHU-Gloriette

La métamorphose d'un quartier



Le déménagement du CHU sur l'Île de Nantes va donner à la ville l'occasion de réaliser une opération de grande ampleur – environ 130 hectares –, reliant le centre-ville à la Loire.

Avec l'idée de répondre aux grands enjeux environnementaux à côté desquels il n'est plus possible de passer – changement climatique, risques sanitaires et hydrauliques, raréfaction des ressources, diminution de la biodiversité... –, l'ensemble du projet intègre des contraintes que la métropole compte soumettre à un concours d'idées d'architecture et d'urbanisme. En parallèle, les contributions issues du grand débat « Fabrique de nos villes, ensemble inventons la vie de demain » viendront nourrir la réflexion.

Cette opération s'inscrit dans un projet plus vaste qui devrait, à terme, redessiner quatre kilomètres de rives, de la gare (canal Saint-Félix) jusqu'au Bas-Chantenay (Jardin extraordinaire) en réinstallant la nature au coeur de la ville : débitumage, plantations d'arbres, arbustes d'essences diverses et en offrant même de l'espace pour la création d'un « parc nourricier ».

Le réaménagement de l'esplanade Gloriette Petite-Hollande va profondément transformer le centre historique de Nantes dans les années à venir. Inscrit parmi les engagements pris après le grand débat sur la Loire, ce projet emblématique a fait l'objet de nombreux débats et avancées.

Un panel d'habitants a pris part au choix de l'équipe de paysagistes, architectes et urbanistes par des enquêtes sur le marché, des contributions numériques, des ateliers citoyens ou encore des réunions avec les commerçants et les acteurs associatifs, culturels, économiques...

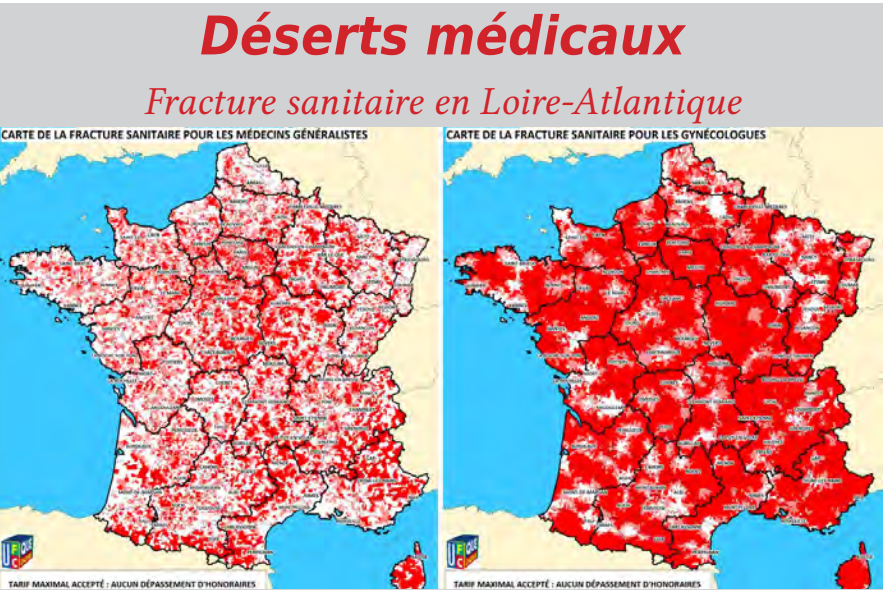
Près de 800 personnes, habitants et professionnels, ont contribué à ce projet, avec des échanges sur la place de la nature, la question des déplacements, la vie du marché, les loisirs qui pourraient s'y développer, etc.

Le conseil métropolitain ayant approuvé les grands principes d'aménagement en octobre 2019, une concertation préalable a été engagée, avec une exposition au siège de Nantes Métropole. Une transfiguration totale du quartier en un nouvel espace de promenades et de loisirs.



Résultats financiers d'Airbus

Les annonces se suivent et se ressemblent



L'UFC-Que Choisir a récemment publié une analyse de l'accès aux soins dans le département, combinant les critères d'éloignement géographique et de dépassement d'honoraires. L'association de consommateurs a ainsi étudié, commune par commune et par rapport à la moyenne nationale, les quatre catégories de praticiens accessibles directement : généralistes, ophtalmologues, gynécologues et pédiatres.

Les conclusions de l'enquête mettent en lumière le fait que si, pour les généralistes, la situation est moins préoccupante que pour les catégories de spécialistes retenues, celle-ci n'était malgré tout pas satisfaisante. À titre d'exemple, 12 % des habitants du département ont une offre inférieure à la moyenne nationale pour accéder à moins de 30 minutes de route à un médecin généraliste. Du côté des spécialistes, l'analyse montre que 42 % des enfants du département ne disposent pas d'un pédiatre proche de leur domicile et 30 % des femmes ont du mal à trouver un gynécologue.

À cet obstacle de l'éloignement vient aussi s'ajouter celui des tarifs des consultations, intégrant trop souvent des dépassements d'honoraires difficiles à supporter pour de nombreux foyers. Or, d'après une étude de l'Observatoire régional de santé (ORS), le taux de médecins rapporté à la population au niveau du département est supérieur au taux national – 358 médecins pour 100 000 habitants contre 341 – mais ceux-ci sont très inégalement répartis, ce que pointe l'UFC Que Choisir. L'ORS montre aussi qu'un quart des médecins – généralistes et spécialistes – a 60 ans et plus, ce qui pose un problème évident de renouvellement.

Pour ce qui est de certaines spécialités, les évolutions sont particulièrement inquiétantes, notamment concernant les médecins du travail (- 14 %) et surtout les gynécologues médicaux (- 58 %) ! Un symptôme de plus d'un secteur de la santé en grande souffrance.



Il va falloir s'y habituer. Les annonces des résultats financiers d'Airbus prennent des allures de rengaine. Après des résultats jamais atteints en 2021, ceux de 2022 se traduisent par une année historique... et ce n'est pas terminé car les anticipations de résultats pour l'exercice 2023 prévoient un nouveau bénéfice... record !

Bénéfice avant charges financières et impôts 2021 : 4,865 Mds€, 2022 : 5,627 Mds€, prévision 2023 : 6 Mds€.

Comme en 2021, alors que le groupe n'a pas retrouvé son niveau d'activité d'avant crise Covid, le bénéfice s'établit au niveau record de 5,6 Mds€ avant impôts. En d'autres termes, la profitabilité des produits vendus par Airbus a de nouveau fortement progressé alors qu'en 2022 le trafic aérien mondial a atteint 68,5 % de son niveau d'avant la pandémie grâce à la fin des restrictions de voyage. Cette récurrence des bénéfices d'Airbus d'année en année ne manquera pas de bénéficier à l'ensemble des salariés d'Airbus, pardon... aux actionnaires d'Airbus ! En effet, les (très chers) actionnaires d'Airbus seront encore gratifiés de plus d'un milliard d'euros de dividendes en 2023.

Dans le même temps, aucun rebond de l'investissement et des emplois n'est observé dans la

métallurgie. Airbus a augmenté ses dépenses de recherche et développement de seulement 333 millions d'euros entre 2021 et 2022 alors que la trésorerie nette est passée de 7,7 à 9,4 Mds d'euros en un an.

Depuis longtemps, la direction d'Airbus a pour principal objectif la maximisation de la création de valeur pour les actionnaires. À l'image des autres donneurs d'ordre de l'industrie aéronautique (Dassault, Thales, Safran), les groupes du CAC40 sont les grands gagnants de la crise Covid. Largement bénéficiaire des aides publiques en 2020 et 2021, Airbus a dans le même temps profité de la crise pour attaquer le statut social des salariés sur le temps de travail, les congés, la rémunération et les conditions de travail. Cela signifie que la direction préfère rémunérer les détenteurs du capital plutôt que miser sur l'avenir de ses salariés pour répondre aux enjeux sociaux et environnementaux.

Plus que jamais il est urgent de revendiquer davantage d'augmentations salariales, l'application de l'égalité salariale femmes et hommes, la baisse du temps de travail... Autant de mesures qui font écho à la mobilisation nationale contre la réforme des retraites menée par des millions de Françaises et de Français !

Mouvement des retraites

Une mobilisation exceptionnelle contre une réforme anti-démocratique



De mémoire de syndicalistes et d'observateurs attentifs des mouvements sociaux « nous n'avions pas vu de telles mobilisations depuis longtemps ». Si beaucoup d'entre eux se réfèrent au mouvement contre le CPE en 2006 ou, plus auparavant, contre le Plan Juppé en 1995, le rejet de la réforme des retraites concoctée par Emmanuel Macron et Elisabeth Borne est sans nul doute d'un niveau exceptionnel.

En Loire-Atlantique, les actions intersyndicales, les manifestations rassemblent très largement. C'est dans un

esprit combatif que se multiplient les actions de grèves, d'occupations et de blocages d'axes routiers et zones économiques (zone aéroportuaire, port Nantes-Saint-Nazaire, incinérateur Arc en Ciel de Couëron...).

Parmi les salariés les plus investis, on retrouve évidemment les cheminots, les agents des industries électriques et gazières, les raffineurs de Donges, les agents territoriaux parmi lesquels les éboueurs. Mais la lutte gagne aussi du terrain dans les entreprises de la métallurgie, dans l'agro-alimentaire ou dans l'éducation, chez les étudiants...

C'est un mouvement populaire, pacifique mais déterminé à faire reculer un pouvoir politique contraint de passer en force, via le 49-3, pour faire approuver un projet injuste dont 93 % des actifs ne veulent pas. Des journées de mobilisations ont même concentré plus de 80 000 voir 100 000 personnes dans un département particulièrement mobilisé, avec des cortèges énormes, notamment le 7 mars : 75 000 personnes à Nantes, près de 20 000 à

Saint-Nazaire mais aussi 7500 manifestants à Ancenis, 3000 à Châteaubriant ou bien encore 1500 à Clisson, une première !

Depuis le 16 mars et le déclenchement du 49-3 par le gouvernement, après l'échec de la motion de censure à l'Assemblée nationale qui n'aura manqué que de neuf voix, le mouvement entre dans une nouvelle étape. Des prochaines dates de mobilisation sont prévues et l'obstination du gouvernement renforce la volonté d'un mouvement déterminé à remporter la bataille des retraites.



Port mort et stations-service à sec !



Depuis le 19 janvier, le début du mouvement contre la réforme des retraites, l'intersyndicale appelle à des actions fortes pour pénaliser l'économie du pays et ainsi mettre la pression sur les milieux économiques pour qu'eux-mêmes fassent entendre raison au gouvernement.

Les zones portuaires et industrielles de tout le pays ont des rôles stratégiques pour l'économie, elles sont donc particulièrement ciblées pour les blocages d'axes routiers, mais aussi pour l'arrêt de la production dans les raffineries, dans les dépôts de carburants, dans les ports et sur les quais de déchargement des hydrocarbures.

C'est particulièrement le cas sur les sites industriels et portuaires de Saint-Nazaire, Montoir-de-Bretagne et Donges, où dockers, portuaires, raffineurs, énergéticiens, aidés par les militants des unions locales intersyndicales, sont fortement mobilisés et occupent quelques points vitaux pour l'activité économique de la région Pays de la Loire et pour les stations-services de l'ouest de la France : terminaux, accès routiers et ronds-points, raffinerie TotalEnergie de Donges et dépôts de carburants de la SFDM. La pénurie de carburant se fait sentir et le mercredi 22 mars, près de 2000 stations-service françaises étaient à sec. L'impact de ces actions n'est pas du tout du goût de l'État, qui, dans la nuit du 21 mars, a envoyé les CRS débloquer par la force et dans la violence le terminal pétrolier. C'était sans compter sur la détermination des militants syndicaux qui, dès l'après-midi, reprenaient place sur leurs piquets de grève. Le recours au 49-3, par le gouvernement, pour imposer la réforme des retraites n'a fait que renforcer la conviction des grévistes de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire.

Réforme des retraites

Les coûts cachés du passage à 64 ans



Alors que le gouvernement passe en force sa réforme des retraites en plaquant l'économie salubre de 18 milliards d'euros par an, certains organismes ont déjà étudié les répercussions sociales du passage de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans en 2010. Dans notre pays, où l'on estime à 64,6 ans le nombre d'année de vie en bonne santé, l'emploi des 61 ans et plus se heurte à la réalité du vieillissement.

Selon la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, cela se traduit par une hausse des arrêts maladie après 60 ans et par conséquent du nombre de jours annuel de maladie. À cela il faut ajouter plus de 50 000 chômeurs supplémentaires parmi les 60-64 ans et plus de 180 000 personnes âgées de 60-61 ans bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active, de l'Allocation aux Adultes Handicapés ou de l'Allocation de Solidarité Spécifique. Si bien que deux salariés sur cinq ne sont déjà plus en emploi au moment de prendre leur retraite.

Pour les personnes de 61 ans, il est estimé que seulement la moitié est toujours en activité quand un quart est en retraite anticipée et les derniers vingt-cinq pourcents n'ont ni emploi ni retraite. Pour ceux-là, presque un tiers vit sous le seuil de pauvreté... Selon la Cour des Comptes, les prestations sociales représenteraient une hausse de 1,5 milliards d'euros pour la prise en charge des minimas sociaux et de l'assurance chômage.

La direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques estime l'augmentation des dépenses liées aux pensions d'invalidité de l'ordre de 1,8 milliards d'euros pour un effectif de 160 000 personnes supplémentaires. Auxquelles s'ajouteraient 30 000 nouveaux bénéficiaires du RSA chiffré à 150 millions, 510 millions de dépenses supplémentaires pour AAH et 170 millions associés à une hausse du nombre de chômeurs en fin de droits. Le surcoût auprès de l'Assurance Maladie se situerait autour du milliard avec près de 970 millions en plus et les accidents du travail estimés à 80 millions.

Le passage de 60 à 62 ans avait auparavant eu de fortes répercussions sur les bénéficiaires de prestations sociales. Pour l'Unédic, le taux d'emploi des 55-64 ans est de 56 % et la durée moyenne d'indemnisation chômage est de 520 jours pour les cinquante ans et plus. En comparaison, elle est de 340 jours pour les 25-49 ans. Les dépenses liées à ces indemnisations sont en hausse de 38 % et atteignent le montant de 6,7 milliards en 2022 - elles étaient de 4,8 milliards en 2010. Toujours selon cette association chargée de la gestion de l'assurance chômage, chez les 60-61 ans, une personne sur quatre est inactive ou au chômage, les femmes dans des situations de précarité financière ou en mauvaise santé y étant particulièrement surreprésentées.

Une étude du groupe Sofaxis met en avant le surcoût pour les collectivités territoriales, avec le financement des cotisations prévoyance de leurs agents, à un minimum de 20 % en 2025 puis 50 % en 2026. Ce qui équivaut à un nouveau transfert de charges de la part de l'État envers les collectivités dont il a déjà amoindri le budget.

Cette réforme semble donc précariser davantage l'emploi des seniors sans parler du surcoût des mesures d'accompagnement, notamment pour les carrières longues. Mais cette économie voulue par le gouvernement possède aussi sa face cachée et s'inscrit dans la continuité des baisses d'impôts successives sur les entreprises.

Lydie Salvayre

À l'Huma-café du 14 avril

Avec une œuvre importante, construite depuis plus de trente ans, traduite en plusieurs langues et récompensée par de nombreux prix, Lydie Salvayre est une autrice qui compte dans le paysage littéraire actuel. Ses livres – romans, essais, récits... – sont marqués par son travail de psychiatre et dévoilent avec talent la sensibilité de ses personnages.

Tour à tour, l'autrice aura mis en scène une secrétaire que la présence d'une nouvelle collègue rendra littéralement folle, des ouvriers recevant une médaille de salariés méritants qui laissent exploser une rage aussi soudaine qu'incontrôlée, deux femmes visitées par un huissier, bloquées en un saisissant raccourci sur la période de l'Occupation...

Avec *Pas pleurer*, Lydie Salvayre obtenait le prix Goncourt 2014. Ce roman est un magnifique hommage rendu à sa mère, Montse, ayant perdu toute sa mémoire à l'exception des souvenirs lumineux de sa jeunesse, dans les premiers mois de la révolution espagnole. Les allers-retours avec notre époque, ici encore, sont révélateurs.

De fait, chaque livre de notre écrivaine est en soi un véritable réquisitoire porté contre les dysfonctionnements de notre société. Avec *Rêver debout*, Lydie Salvayre interpellait au premier degré Miguel de Cervantes, lui reprochant d'avoir totalement ridiculisé son personnage Don Quichotte et de n'avoir pas compris toute la beauté du combat mené contre les injustices qui flétrissent le monde. Elle prenait avec force arguments la défense du personnage, perdant magnifique, contre son créateur.

Récemment, Lydie Salvayre a fait paraître un *Irréfutable essai de successologie*. Ce livre prend le contrepied du précédent avec un humour féroce. Sous la forme d'un guide, l'autrice nous liste avec exemples à l'appui les meilleures façons de parvenir en société, se faire un nom, s'acheter une notoriété, intriguer, abuser, évincer les rivaux et bien d'autres choses encore.

Après avoir dû reporter la rencontre prévue l'an dernier, l'Huma-café recevra vendredi 14 avril, à 18h00, au Lieu Unique à Nantes, cette grande dame de la littérature. Nous lui souhaitons un public nombreux.

La France en miettes

Réflexions autour de la France des régionalistes

En juxtaposant les revendications régionalistes qui montent de certains territoires, en relevant à la suite les avancées obtenues par certains, Benjamin Morel, maître de conférence en droit public à l'Université Paris II Panthéon-Assas, dresse le portrait troublant d'une France en train de se morceler.

Dans son dernier ouvrage, *La France en miettes, régionalismes, l'autre séparatisme*, l'auteur remonte aux sources des revendications régionalistes actuelles, les retrouvant pour une grande part dans les idéologies contre-révolutionnaires du XIXe siècle et dans la pensée étayée – et monarchiste – de Charles Maurras.

Les différents mouvements régionalistes connaîtront un regain de vigueur dans les années 30, raffermissant les liens entre eux et singulièrement avec l'Allemagne, sensible au sujet. Certaines formations « ethnorégionalistes », pour reprendre le terme de l'auteur, vont d'ailleurs s'inspirer des symboles et du programme du NSDAP, le parti nazi. En Bretagne, le journal *Breiz Atao* se qualifiera lui-même de national-socialiste.

La période de l'Occupation va ainsi être propice au développement des idées autonomistes, voire séparatistes, favorables à une Europe des régions sous la tutelle allemande. Philippe Pétain, en liquidateur de la République, va conforter ce mouvement, exaltant le « pays réel » contre le « pays légal ».

Avec les années 60, stigmatisés par une histoire peu glorieuse, une partie de ces mouvements identitaires va reprendre à son compte la terminologie de l'anti-colonialisme et se présenter sous de nouveaux atours, plus à gauche. L'auteur démontre la porosité qui existe entre les différents mouvements pour qui la priorité reste à l'affaiblissement, voire plus, de l'État-nation.

Fort de son analyse et de nombreux exemples, Benjamin Morel s'alarme de la complaisance de ces dernières décennies à l'égard des « ethnorégionalistes » et de leurs actes qui s'affranchissent trop souvent des lois de la République.

La France en miettes Benjamin Morel (éd. du Cerf) 20,00€

« Capsule » au Théâtre du Sphinx

Après avoir fêté leur première bougie, les artistes sont prêts pour une deuxième saison !

THÉÂTRE DU SPHINX

DÉCLOISONNE LES ARTS

PRÉSENTÉ PAR :

CAB CAB ET JULES

TARIFS PLEIN: 12€ RÉDUIT: 10€

**THÉÂTRE IMPRO
STAND-UP
DANSE
MAGIE
CONCERT
CHANT LYRIQUE
RAP
SLAM
POÉSIE**

Décloisonner les arts, c'est la proposition de Capsule. Théâtre, concert, danse, stand-up, improvisation, magie, rap, clown ou encore chant lyrique se retrouvent dans un même spectacle. Si vous n'aimez pas l'un, vous adorerez l'autre. Dans tous les cas, avec une proposition pareille, pas le temps de s'ennuyer !

Cab Cab et Jules Pittiglio vous présentent avec humour et un grain de folie, tous les deuxième jeudi du mois, un spectacle qui mettra d'accord même les couples les plus divergents. Une bonne manière de découvrir les talents de la scène nantaise et française ou de vous réconcilier avec votre belle-mère.

Pensez tout de même à réserver, car depuis la première il y a un an, le Théâtre du Sphinx ne désemplit pas, les différentes capsules s'enchaînent avec des artistes qui cassent les frontières entre les arts vivants. Les neuf propositions artistiques s'entremêlent une fois par mois pour créer un spectacle unique, des performances artistiques individuelles, des extraits de spectacle ou des fragments de concerts lors d'une seule et même soirée.

Des capsules sont à retrouver sur youtube :

<https://www.youtube.com/@capsuledartistes/>

Sinon, rendez-vous à la prochaine performance (plein tarif 12€) :

Jeu 13 avril 2023 à 20h30

Théâtre du Sphinx

9, rue Monteil à Nantes

Congrès départemental du PCF

Une direction renouvelée



À trois semaines du congrès national du Parti communiste français de Marseille, les adhérent-e-s communistes de Loire-Atlantique se sont réunis en congrès départemental les 17, 18 et 19 mars à Saint-Herblain.

Ce moment de vie démocratique et souverain est un temps de bilan et de réflexion, de débats et de choix d'orientation. Dans son rapport d'introduction, Aymeric Seassau a rappelé que l'utilisation du 49-3 par le gouvernement sur le projet de réforme des retraites était un échec « et c'est son échec face à une opinion qui ne faiblit pas dans son opposition à la réforme ». **Le congrès départemental a réaffirmé l'orientation choisie lors du dernier congrès de novembre 2018, celui de la nécessaire transformation de la société avec l'apport d'un Parti communiste français plus fort et de nouveau dans le paysage politique.** Questions internationales, paix, féminisme, travail, services publics, écologie, implantation du PCF dans les entreprises, structuration de l'organisation, autant de thématiques qui ont permis un débat riche de contenus, aussi bien sur le texte d'orientation que sur le texte des nouveaux statuts. 150 amendements ont été débattus et plusieurs dizaines ont été adoptés. Lors du rapport financier, Pedro Maia a rappelé l'importance de disposer des moyens financiers nécessaires à l'activité, « que ce soit par la mise en place ou la revalorisation de la cotisation, par l'adhésion au prélèvement automatique, par le don occasionnel sous forme de souscription, par la mise en place d'initiatives financières locales ». Les congressistes ont ensuite procédé au renouvellement des directions. Le conseil départemental élu, conduit par Robin Salecroix, a été renouvelé à 50 %, et est à parité.

Dans son discours de prise de fonction, Robin Salecroix a salué Véronique Mahé et Aymeric Seassau, ses prédécesseurs, pour leurs engagements et le travail accompli au service de la fédération, précisant que « l'on devient communiste avant tout grâce aux communistes que nous rencontrons et qui transforment la fraternité en réalité du quotidien ». **Un bel hommage avant de réaffirmer « [sa] détermination sans faille pour contribuer avec humilité, à [sa] place, à [la] réussite collective.**

Les communistes de la fédération départementale du PCF 44 remercient chaleureusement **Aymeric Seassau**, secrétaire départemental depuis 2010, ainsi que **Véronique Mahé**, en duo de direction avec Aymeric à partir de 2018, pour leur travail persévérant et militant, leur engagement jamais démenti, leur réflexion politique et leurs valeurs humaines.

Les Secrétaires de section du PCF en Loire-Atlantique

Nantes



Robin SALECROIX a été réélu à la fonction de Secrétaire de la section nantaise du Parti communiste français. Désigné Secrétaire départemental lors du congrès des 17,18, et 19 mars, une nouvelle direction de section est en construction. Âgé de 32 ans, Robin Salecroix est devenu l'un des plus jeunes premier responsable départemental du PCF. Il prend ainsi de nouvelles fonctions et responsabilités et succède à Véronique Mahé et Aymeric Seassau, co-Secrétaires depuis le congrès de 2018. Adhérent au PCF depuis l'âge de 17 ans, Robin Salecroix a forgé son expérience militante au Mouvement jeunes communistes dont il fut le responsable départemental en 2011. Il a aussi acquis une solide expérience du travail et de la lutte syndicale alors qu'il était salarié de la société RFS à Trignac. Fin connaisseur du web, il deviendra plus tard chargé de communication. Militant apprécié et aguerri, il aura acquis toute la confiance des instances du PCF. Ainsi elles lui proposeront, tout naturellement, d'endosser la responsabilité d'un mandat électif, comme conseiller municipal et métropolitain de Nantes en 2014. Au même moment, il deviendra Secrétaire de la section de Nantes du PCF. Aujourd'hui, Président des groupes à la ville de Nantes et à Nantes Métropole, il a en charge la politique de l'eau et de l'assainissement de la métropole en tant que Vice-Président de cette collectivité territoriale.



Val de Loire
Didier QUEBRIAC
réélu



Brière
Delphine BITHOREL
et Christophe ROUXEL
élus
nouveaux secrétaires



Pays de Retz
Didier BROUCKE
réélu



Saint-Nazaire
Cédric TURCAS
réélu



Trois rivières - Chateaubriant
Nathalie BAER
réélue



Presqu'île
Yolande DREANO
élue
nouvelle secrétaire



Saint-Herblain, Couëron, Indre
Lény OLLIVIER
élu
nouveau secrétaire



Rezé - Sud Loire
Julien CHAILLOU
élu
nouveau secrétaire



Loire et Sèvre
Pedro MAIA
réélu



Un passage en force de la réforme des retraites !



Le gouvernement a utilisé l'article 49-3 pour imposer la réforme des retraites le jeudi 16 mars 2023, ce qui témoigne de son autoritarisme croissant. La mobilisation s'est intensifiée, avec une participation croissante des jeunes. Le MJCF a joué un rôle important dans cette mobilisation, en organisant des réunions avec des partenaires tels que le MJS, les Jeunes de LFI, le Collectif Pirates, la Voix Lycéenne, les Jeunes EELV, l'UNEF et Solidaire étudiant. Seul le NPA jeunes a choisi de se retirer de ces réunions. Malgré cela, le MJCF a réussi à renforcer ses effectifs, avec la fédération du 44 gagnant plus de 10 adhérents en moins d'un mois, ainsi que de nouvelles unions de ville à Saint-Nazaire et à Nord-sur-Erdre, en plus des deux unions déjà existantes à Nantes. Au niveau national, le MJCF a dépassé les 700 adhésions depuis le début du mouvement. Nous continuerons à nous battre pour nos retraites, nos vies et notre avenir jusqu'à la victoire du socialisme.

Les Jeunes Communistes de Loire-Atlantique ont assisté au congrès fédéral du Parti communiste français de Loire-Atlantique, où nous avons souligné l'importance de maintenir des liens entre les deux organisations. Nous avons démontré cette complémentarité pendant la campagne présidentielle et nous continuons de le faire dans toutes les luttes, et notamment contre la réforme des retraites. Nous félicitons la nomination du camarade Robin Salecroix, ancien secrétaire fédéral du MJCF 44 et conseiller national, en tant que secrétaire départemental de la fédération du 44 du PCF. Enfin, nous saluons également Véronique Mahé et Aymeric Seassau pour leur travail depuis le congrès de 2018 et nous espérons que le Parti communiste français tiendra un beau congrès, ambitieux et reflétant la voix des militants.



Le MJCF, engagé dans la lutte pour le socialisme, organise une journée de formation sur la pensée de Lénine fin mars, grâce à la contribution de nos camarades. Le droit à la formation, représenté auparavant par différentes universités, revues et temps nationaux, avait été écarté pendant plus de 30 ans. Nous félicitons donc l'initiative du PCF de renouer avec cette ambition dans le but de former un parti d'avant-garde. Bien sûr, l'objectif sera de lier la théorie à la pratique, mais cela ne pourra être accompli qu'avec un renforcement idéologique du PCF. Cette nouvelle approche, présentée dans le texte de base commune, répond à la célèbre citation de Lénine : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. On ne saurait trop insister sur cette idée à une époque où l'engouement pour les formes les plus étroites de l'action pratique va de pair avec la propagande à la mode de l'opportunisme. ».

Nouvelles de Loire-Atlantique

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET



NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro MAIA
Mathis VANDAMME
Alain BOURDEAU
Sevime FONTAINE
Pascal DIVAY
Benoît LUSSEAU
Véronique MAHÉ
Jérémy RONDEAU

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel. Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées. Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Le travail
À l'honneur dans Cause Commune



La revue d'action politique bi-mensuelle *Cause Commune* n°23 propose un dossier complet mais non-exhaustif sur les concepts et les réalités du travail. Des points de repère bien utiles. Des réflexions fort à propos pour révolutionner le travail après les controverses et incompréhensions qui ont alimenté le débat à gauche en septembre 2022, suite aux déclarations de Fabien Roussel.

Des articles qui éclairent notre intelligence révolutionnaire du réel pour ce qui concerne les différents sens et significations de la notion de travail. Parmi eux : utilité – nécessité – liberté – développement de soi et de tous – entre exploitation, aliénation et émancipation – chômage... le travail est analysé sous différents angles.

Vingt-deux intervenants brossent un tableau d'ensemble qui inclut un entretien avec Philippe Martinez sur le thème : la CGT et le sens du travail.

Quelques thèmes : Révolutionner le travail. Cinq concepts marxistes et leurs dehors. La « valeur » du travail. Monde du travail et brève histoire du mouvement ouvrier français. Le travail, le vrai facteur de l'émancipation des femmes...

Autre thème : Pourquoi le Parti communiste se veut le parti du travail ? Une question à appréhender dans la contradiction avec le capital et sa domination. Une contribution d'Aymeric Seassau, animateur du secteur Travail. Emploi. Entreprises. L'auteur revient notamment sur la proposition de création d'une Sécurité d'emploi et de formation en différenciation du Revenu universel.

À découvrir pour toutes celles et tous ceux qui s'interrogent et ont besoin d'arguments sur leur travail et sur le travail dans sa dimension sociale.

Lettre ouverte au Préfet
Contre la spirale de répression pendant la grève

Mathieu Pineau (délégué fédéral au revendicatif FNME CGT), Pascal Pontac (Secrétaire Général du syndicat général des travailleurs portuaires - Port Nantes-Saint-Nazaire) et Robin Salecroix Secrétaire départemental du PCF ont signé mercredi 22 mars un appel commun à destination du préfet de Loire-Atlantique.

Ils constatent tous trois sur le terrain que depuis le passage en force de la réforme des retraites avec l'usage de l'article 49.3 «un durcissement, l'enclenchement d'une spirale répressive qui s'est manifestée de nombreuses manières. À l'instar du gazage du cortège des responsables syndicaux à Nantes, des contrôles indignes opérés sur les étudiant.e.s en lutte ou encore dans le cadre du déblocage du dépôt pétrolier de Donges. »

Et ils condamnent « la violence dans laquelle s'enferme le pouvoir en place. Les coups de matraque ne peuvent cacher l'isolement croissant du gouvernement. » Pour eux « seule une issue pacifique et politique, avec le retrait du projet ou d'un référendum, sera à même d'offrir un débouché à la crise que nous connaissons. »



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :
ADRESSE :
TEL : EMAIL :
☐ Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
☐ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€
A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
Chèque à l'ordre de ADF44
Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)